

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

IDCC : 2205. – **NOTARIAT**

AVENANT N° 12 DU 14 FÉVRIER 2008  
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MARS 2008

NOR : ASET0850341M

IDCC : 2205

Entre :

Le conseil supérieur du notariat,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

Le syndicat national des cadres et techniciens du notariat, affilié à la CFE-CGC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études CGT ;

La fédération générale des clercs et employés de notaire, affiliée à la CGT-FO,

D'autre part,

Sous la présidence de M. Molgo, chef du bureau des relations collectives du travail au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au titre de l'article 14 de la convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, la valeur du point est fixée à 12,16 € pour 35 heures.

**Article 2**

Le tableau ci-dessous indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	
			au 1 <sup>er</sup> mars 2007	au 1 <sup>er</sup> mars 2008
Employés	E1	110	1 304	1 338
	E2	115	1 363	1 399
	E3	120	1 422	1 460
Techniciens	T1	125	1 482	1 520
	T2	146	1 731	1 776
	T3	195	2 311	2 372
Cadres	C1	210	2 489	2 554
	C2	270	3 200	3 284
	C3	340	4 029	4 135
	C4	380	4 503	4 621

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

### Article 3

Le présent accord prend effet au 1<sup>er</sup> mars 2008.

Il sera déposé, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, et porté à la connaissance des notaires et des salariés au moyen d'une copie, qui sera envoyée dans tous les offices et devra être émarginée par tous les membres du personnel. Il sera soumis à la procédure d'extension, prévue à l'article L. 133-8 du code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 14 février 2008.

(Suivent les signatures.)